

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 3 avril 1985

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

L'ADMINISTRATION

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale de l'été dernier, le premier ministre (M. Mulroney) voulait un mandat pour trois choses: des emplois, des emplois et des emplois. Il disait à la population canadienne que des dizaines de milliers d'emplois seraient créés aussitôt que son Cabinet serait formé.

Six mois se sont déjà écoulés et qu'avons-nous? Pas de subventions, des fermetures d'usines et la perte de milliers d'emplois; la liste des projets abandonnés par le gouvernement progressiste conservateur s'allonge de jour en jour. Au Québec, la situation est catastrophique. Chaque jour on a peur d'ouvrir le journal de crainte d'apprendre encore qu'une autre usine risque de fermer ses portes entraînant d'autres réductions d'emplois: la Melchers, la Domtar, la Wabasso, l'Oxysynthèse, l'Institut de cartographie de Sherbrooke et les 11 usines de l'Estrie.

Pourtant les députés progressistes conservateurs, y compris ceux du Québec, se lèvent à la Chambre et applaudissent le premier ministre chaque fois qu'il sourit. En les regardant de l'arrière-ban, j'ai l'impression de regarder «The Muppet Show».

* * *

[Traduction]

LE CHEF DE L'OPPOSITION

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, apparemment personne ne veut plus du chef de l'opposition (M. Turner). Les libéraux du Québec n'en veulent pas. Hier encore, le chef libéral du Québec, Robert Bourassa, a déclaré: «Non merci» à son offre de soutien actif lors des prochaines élections au Québec. Il semblerait que le chef des libéraux au Québec préférerait déjeuner avec le premier ministre (M. Mulroney) plutôt qu'avec le chef du parti libéral national.

Vous-même, monsieur le Président, semblez être sur le point de flanquer le chef libéral à la porte. Aujourd'hui même, Nicole Bosley aurait déclaré aux journalistes que le très honorable représentant abuse de l'hospitalité de ses hôtes à Kingsmere, la résidence officielle du président de la Chambre des communes. «Il s'agit d'être ferme et catégorique», a-t-elle dit.

Elle a ajouté qu'elle aimerait vous demander de dire au leader de l'opposition: «Je vous en prie, monsieur Turner, quittez les lieux. Nous avons été très patients».

Mais ce n'est pas tout, monsieur le Président. Le chef de l'opposition a déclaré qu'il ne peut pas déménager à Stornoway tant qu'une autre série de rénovations ne sera pas terminée. Le ministère des Travaux publics a publié des chiffres hier révélant que les rénovations réclamées par le chef de l'opposition et sa femme coûteront au contribuable canadien plus de \$500,000, y compris \$85,000 pour une nouvelle cuisine, \$31,750 pour faire tapisser et peindre, \$112,210 pour des travaux de menuiserie et \$600 pour construire un meuble où ranger l'argenterie. Quelqu'un pourrait peut-être faire remarquer au très honorable représentant qu'il déménage à Stornoway et non au palais de Buckingham.

Nous pourrions peut-être faire une collecte pour le chef de l'opposition afin qu'il puisse se loger temporairement, peut-être au Holiday Inn. S'il n'en a pas les moyens, nous pourrions songer à lui acheter une tente et à l'installer sur la pelouse devant les édifices du Parlement. Il pourra au moins apprendre à devenir plus humble.

J'espère seulement que tous les chômeurs d'un bout à l'autre du Canada qui nous écoutent aujourd'hui voient comment le chef du parti libéral dépense leurs deniers.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE 40^E ANNIVERSAIRE DE L'ACCORD DE YALTA

M. Alex Kindy (Calgary-Est): Le 24 mars dernier, monsieur le Président, un soldat soviétique a abattu en Allemagne de l'Est le major Arthur Nicholson, un officier américain. Cela nous incite à réfléchir à l'accord de Yalta qui fut signé il y a 40 ans. Cet accord a abouti au partage de l'Europe en deux blocs hostiles. Il a créé le climat propice à la guerre froide et a marqué le début des tensions en Europe.

Cet accord n'a servi qu'à favoriser la diffusion du communisme dans le monde et a fait planer au-dessus de ce monde une menace militaire pendant 40 ans. L'Europe, la Chambre le sait, ne jouit toujours pas de la sécurité; en effet, d'énormes forces armées continuent de se faire face; l'Allemagne reste divisée et 125 millions d'Européens de l'Est continuent de vivre sous le joug soviétique.

Parce que nous sommes libres, nous devons exhorter l'Union soviétique à reconnaître une fois pour toute à tant de peuples européens le droit à l'autodétermination et à la souveraineté dont elle les prive à l'heure actuelle. C'est un droit fondamental reconnu par les Nations Unies.